JEAN POPEREN
8, avenue des Gobelins
P A R I S Ve

PARIS, le 30 mars 1971

Cher camarade,

Je vous fais parvenir sous ce pli un document présentant quelques propositions pour le Congrès d'Unité des Socialistes.

Je serais heureux, naturellement, de recevoir vos appréciations sur ce document.

Je suis prêt, pour ma part, à tout échange de vues que vous jugerez utile.

Je vous prie de croire, cher camarade, à l'assurance de mes sentiments très cordiaux.

Jean POPEREN

La Délégation pour l'Unification des Socialistes a fait appel aux textes pour la préparation du Congrès de l'Unité Socialiste en juin prochain.

pour un PUISSANT PARTI SOCIALISTE orienté à gauche

PROPOSITIONS POUR LE CONGRES DE L'UNITE SOCIALISTE

Le Congrès de l'Unité Socialiste, en juin prochain, sera une étape décisive du regroupement de tous les socialistes en un seul parti.

Mais il doit être plus : il doit être le Congrès d'un choix politique, de l'orientation à gauche nette et irréversible, et le point de départ d'un effort tenace et résolu pour faire du Parti Socialiste un grand parti de masse et d'action, un parti qui soit la principale force d'initiative de la coalition de gauche.

Chacun sent bien que l'enjeu est capital, au moment où toutes les possibilités s'offrent à nouveau aux socialistes.

Le présent document propose ce qui pourrait être les éléments d'un plan de deux ans pour l'action socialiste. C'est volontairement que certaines questions sont laissées de côté car on ne peut tout faire à la fois.

I - LA PLATE-FORME D'ACTION SOCIALISTE

° O ° partir des luttes quotidiennes concrètes pourfaire la démonstration de l'actualité du socialisme, pour populariser la solution socialiste.

o

o o

II - UNE STRATEGIE DE CLASSE

° O ° traduire en termes politiques la prépondérance des couches salariées dans la nation

° O ° combattre la stratégie de collaboration de classe de la "Nouvelle Société" et ses diverses variantes technocratiques, notamment celle de la technocratie"de gauche".

o

o o

III - L'ALLIANCE DEMOCRATIQUE DE LA GAUCHE

° O ° Voies et moyens de la politique d'union de la gauche.

o

o o

IV - UN PUISSANT PARTI SOCIALISTE

° O ° le parti de tous les socialistes, sans exclusive ni discrimination.

° O ° pour un parti de masse et d'action :

un organe de presse,

un centre de formation des militants.

° O ° un parti d'audace démocratique

suffrage universel après Congrès

scrutin direct

secrétariat à l'organisation collégial

o

o o

L'HOMME D'AUJOURD'HUI PRISONNIER DE LA SOCIETE CAPITALISTE

Jamais le socialisme n'a été plus attaqué.

Jamais le socialisme n'a été plus actuel, car le socialisme c'est la libération de l'homme.

Le monde d'aujourd'hui évolue de telle façon que plus l'homme se rend maître de la nature, moins il semble maître de lui-même. La société moderne devient une prison pour l'homme. Mais c'est la course au profit qui transforme le progrès en instrument d'asservissement et de destruction.

Les progrès de la technique et de la production et les combats séculaires de la classe ouvrière ont fait reculer la misère matérielle. Encore ce résultat n'est-il obtenu que dans les pays industriellement avancés et qu'au prix de l'exploitation forcenée de centaines de millions d'êtres humains des pays économiquement sous-développés. Et même dans un pays comme le nôtre la loi du profit ne laisse à la masse des travailleurs salariés qu'une part minime des bénéfices du progrès technique. Au regard de ce progrès et de la croissance du profit, la loi de paupérisation relative des salariés joue pleinement. De nouveaux biens de consommation sont créés qui suscitent de nouveaux besoins, et ces nouveaux besoins sont de moins en moins satisfaits.

Mais surtout nous devons nous demander quel est le prix de cet accroissement de la production des biens de consommation. Certes l'augmentation de la production est une des conditions de l'épanouissement de l'homme, de sa libération, mais elle est en même temps la condition de l'accroissement des profits. Lorsqu'elle est la finalité unique de l'organisation économique, elle devient facteur d'asservissement, non de libération. Cette loi se vérifie avec éclat à notre époque, celle de la troisième révolution industrielle, celle de la société dite du néo-capitalisme. Comment se manifeste-t-elle ?

Diversification des formes de l'exploitation capitaliste :

La lente et inégale élévation du niveau de vie des salariés est largement payée, et au-delà, par l'allongement de la durée du travail par rapport à l'avant-guerre (partout ou presque la loi des quarante heures est abandonnée), par l'accélération des cadences, par l'accentuation de l'usure nerveuse des travailleurs. En outre, soumis aux impératifs de la concentration géographique des principaux secteurs de productions, les travailleurs sont parqués dans les "grands ensembles concentrationnaires",épuisés par les migrations quotidiennes entre lieux de résidence et lieux de travail.

Extension de la dictature du profit :

Les secteurs les plus rentables de l'économie néo-capitaliste", ceux où la croissance du profit est la plus rapide, sont ceux de la production de nouveaux biens de consommation. L'accession des travailleurs à de nouveaux "biens de consommation", tels les vacances, les loisirs, les soins médicaux, est payée d'un élargissement du champ d'application de la loi du profit : au même titre que "l'immobilier", les vacances, les loisirs, la santé des travailleurs sont devenus objets de spéculation pour les grandes entreprises privées et de profits scandaleux.

Aggravation de l'injustice fiscale :

Du fait de l'interpénétration de plus en plus étroite entre les grands monopoles capitalistes et l'appareil d'Etat, c'est aux salariés que l'Etat impose, de plus en plus, de financer, par la fiscalité directe ou indirecte, la modernisation de l'appareil de production, dont le rythme ne cesse de s'accélérer, du même pas que celui du progrès technique.

Augmentation considérable du nombre des salariés exploités et diversification de l'exploitation capitaliste, extension de la dictature du profit à toutes les formes de l'activité humaine, aggravation de la domination des principaux groupes industriels et financiers sur l'appareil d'Etat, accentuation du caractère multinational et transnational de la structure des grandes sociétés capitalistes, telle est la réalité du néo-capitalisme de la IIIe Révolution Industrielle, tel est le prix payé pour la soi-disant "société de consommation".

Cette réalité est donc exactement le contraire de ce que prétendent les défenseurs du système actuel et, avec eux, tous les "réformateurs" soi-disant modernistes, qui répètent que le système du profit, l'exploitation capitaliste, la lutte des classes et, par voie de conséquence, le socialisme sont dépassés. La vérité est que les formes de l'exploitation capitaliste se sont modifiées, mais cette exploitation est plus que jamais la loi fondamentale de notre société.

LA PLATE-FORME D'ACTION SOCIALISTE

La ligne générale de l'action socialiste doit être de rendre cette vérité accessible à des millions de travailleurs, de citoyens. Nous le ferons en partant de l'expérience de leur vie quotidienne, de leurs conditions de travail, de la "consommation" elle-même. Par là même, nous ferons la démonstration de la nécessité d'un système où la finalité soit l'homme, non l'augmentation de la production pour le profit, d'une société capable de maîtriser son appareil de production et de le soumettre aux impératifs de la planification économique : nous ferons la démonstration de l'actualité du socialisme en combattant le capitalisme dans sa réalité d'aujourd'hui.

1) - Combattre l'aggravation de l'exploitation capitaliste à l'entreprise.

Les sections et fédérations du parti organisent les travailleurs pour soutenir l'action des syndicats pour la revalorisation des salaires et la généralisation de l'échelle mobile, contre l'aggravation des conditions de travail et l'accélération des cadences, pour la liberté d'activité syndicale à l'entreprise et la contestation du pouvoir monarchique du patronat. C'est à partir de ces actions concrètes qu'est mené le travail politique à l'entreprise, que nous développons notre propagande pour la collectivisation et l'autogestion.

2) - Les fruits du progrès sont à tous.

En nous saisissant de toutes les occasions "pratiques", de toutes les tares du capitalisme, de tous les scandales (ex: "l'immobilier", la privatisation des routes, St Laurent du Pont, la misère des hôpitaux....) qui sont le résultat, direct ou indirect, de la course au profit, nous devons montrer que la santé, le logement, le repos de tous ne doivent pas être un objet de trafic pour quelques uns et faire comprendre aux travailleurs, à partir de leur propre expérience, que les solutions socialistes sont les plus aptes à assurer la justice et l'efficacité.

Prenant appui sur ces exemples, le parti socialiste engage de grandes campagne d'action

- pour le passage aux mains des collectivités, nationale, régionales ou locales, des industries pharmaceutiques, des terrains à bâtir, des grandes entreprises de construction et de travaux publics, des autoroutes, etc.... et pour privilégier les établissements d'intérêt public assurant le développement d'un tourisme populaire.

- pour la création d'Offices nationaux ou régionaux
  - du Logement et de l'Urbanisme.
  - de la Santé.
  - des Vacances et des Loisirs.

gérés, non pas par l'Etat, mais par des organismes groupant les mandataires élus des citoyens, les représentants des syndicats et des techniciens.

La réalisation de ces objectifs aurait, à son tour, une grande valeur "pédagogique" : ce secteur public devrait devenir, en même temps qu'un modèle d'efficience, le témoin de la gestion démocratique des entreprises.

- campagne enfin pour une fiscalité démocratique, en s'inspirant des propositions du programme de la F.G.D.S. de 1966 ou de celles des syndicats de 1970.

UNE STRATEGIE DE CLASSE

1) Les salariés, majorité de la Nation.

Cette politique de mise en cause concrète du système capitaliste et de développement d'un programme de gestion socialiste est conforme à l'intérêt de la grande majorité des travailleurs salariés et de la paysannerie

d'exploitation familiale. La première caractèristique du nouvel âge du néo-capitalisme - l'extension du système du profit - a pour conséquence directe une seconde caractèristique : l'accroissement considérable du nombre des salariés et la tendance à l'homogénéisation des conditions de rémunération, de vie, de situation face aux grands monopoles, donc à l'harmonisation du comportement social des diverses catégories de salariés. Certes des différences très importantes subsistent, mais toute politique socialiste qui, au-delà de l'immédiat, envisage le moyen terme doit tenir compte du fait que ces différences s'atténueront de plus en plus.

D'ores et déjà le fossé qui existait naguère entre la "classe ouvrière" traditionnelle et les classes moyennes salariées a tendance à se combler. Au lieu d'une classe ouvrière minoritaire, isolée dans la Nation, ce sont des masses salariées majoritaires, de plus en plus nombreuses, que les contraintes croissantes du système néo-capitaliste peuvent amener à rechercher une nouvelle manière de vivre, à revendiquer un nouvel ordre social et politique.

2) - Front de classe et "avant-gardes".

C'est là une donnée nouvelle excessivement importante et positive dans le rapport de forces entre les classes. C'est pourquoi il est possible de parler d'un Front de classe englobant la grande majorité des salariés et la paysannerie d'exploitation familiale, Front de classe dont la crise révolutionnaire de Mai 1968 a permis d'éprouver la réalité sociale en même temps que l'insuffisance de son expression politique.

Cette notion conduit à écarter comme théoriquement dépassée et politiquement dangereuse toute notion d'une "avant-garde sociale" distincte de l'ensemble des couches salariées exploitées :

- soit la notion communiste d'une classe ouvrière soi-disant distincte aujourd'hui encore du reste des travailleurs salariés qui ne seraient eux-mêmes que les "alliés" de la classe ouvrière : C'est sur cette notion d'une classe ouvrière promise par nature à un rôle d'avant-garde que se fonde la prétention au rôle dirigeant du "parti de la classe ouvrière", c'est-à-dire du P.C.F.

- soit la notion de "couches nouvelles" mise en avant par la gauche technocratique et qui tend cette fois à attribuer le rôle d'avant-garde" aux cadres, techniciens et ouvriers des secteurs "de pointe" de la production moderne.

Toute notion d'une "avant-garde sociale" contrarie la perspective unitaire ouverte par la modification des structures de classe résultant de la IIIe Révolution Industrielle.

Nous sommes ici au coeur du problème politique : face à la notion d'avant-garde "ouvrière" qui justifie la politique du P.C.F., face à la conception de "couches nouvelles" d'avant-garde qui est celle des divers courants de la gauche technocratique, la politique unitaire se fonde sur la constatation d'une solidarité croissante d'intérêts entre les diverses couches salariées. La stratégie de "Front socialiste" a pour but de transformer cette solidarité d'intérêts en solidarité de comportements et de la faire passer au niveau politique.

Le rôle des organisations de travailleurs, des organisations de la gauche est de traduire en termes politiques la prépondérance de fait des couches salariées dans la nation. Telle est la signification d'une politique de classe aujourd'hui.

Pour cette raison, elle ne saurait être limitée au domaine électoral et parlementaire. Elle se développe sur tous les terrains où s'exprime le conflit entre les classes et, en fonction des circonstances, use des diverses formes d'action et des divers moyens d'éducation propres à convaincre la majorité des travailleurs salariés et à les engager dans un combat commun.

3) - Le phénomène technocratique.

Cependant si nous voulons conduire correctement notre action politique, nous devons comprendre que les modifications des structures de classes et des rapports entre les classes provoquent aussi une évolution du comportement de la bourgeoisie capitaliste.

En France, le pouvoir actuel, le pouvoir post-gaulliste est, derrière Pompidou, l'expression directe des intérêts des principaux groupes monopolistes français et internationaux qui dominent la vie de ce pays. Sur le plan politique, il cherche à réaliser à leur profit l'unité des représentants de la bourgeoisie, compromise un moment par certaines initiatives de De Gaulle. C'est pourquoi, au-delà des querelles secondaires, la logique du régime conduit à l'absorption de l'essentiel des équipes et des hommes politiques du Centre : les élections municipales de mars 1971 ont confirmé avec éclat cette évolution.

Mais l'affaiblissement relatif des classes moyennes traditionnelles - paysannerie moyenne, rentiers, commerçants et artisans - sur lesquelles s'était appuyée la bourgeoisie de l'époque du capitalisme libéral-amène le néo-capitalisme à tenter de se concilier une partie des "nouvelles classes moyennes", ce qu'on pourrait appeler "l'aristocratie du salariat". Car l'évolution du capitalisme des oligopoles, en même temps qu'elle provoquait l'extension du salariat, a entraîné le développement d'une catégorie privilégiée de salariés : "cadres supérieurs" de gestion. Même si quelques uns d'entre eux, en tant qu'individus, mènent un combat courageux et éminemment utile dans le même sens que la masse des travailleurs salariés, ces "cadres supérieurs" ont tendance, en tant que groupe social, à être assimilés par la classe dirigeante. Il y a de plus en plus interpénétration et solidarité d'intérêts entre la classe capitaliste et la caste technocratique : ainsi s'affirme une des caractèristiques du néo-capitalisme, sa réalité technocratique.

Dès lors, l'un des objectifs essentiels du néo-capitalisme sur le plan pratique, économique, idéologique, est d'attirer l'ensemble des cadres et techniciens du côté de l'aristocratie des "cadres supérieurs" et de substituer à la solidarité réelle, de classe, entre salariés, une complicité artificielle de caste, entre les plus favorisés des salariés, et à entretenir ces derniers dans l'illusion qu'il leur revient de jouer, dans la cité comme à l'entreprise, un rôle privilégié, un rôle de direction.

De tout temps, la bourgeoisie capitaliste s'est efforcée de diviser ses adversaires, les travailleurs : aujourd'hui, c'est là, à la charnière entre les nouvelles classes moyennes salariées et les autres salariés qu'elle fait porter son effort principal, c'est là qu'elle tente de rompre le Front de classe.

Ainsi s'expliquent, tout à la fois, les tentatives les plus diverses pour faire échouer la politique d'union de la gauche et la formidable offensive idéologique en vue de diffuser, jusque dans la gauche, les thèses technocratiques : culte de "l'efficacité", du "concret", de la "capacité gestionnaire", comme recettes pour "dépasser" les contradictions de classe, tentatives multiples pour "dépolitiser" les luttes et ramener tous les problèmes à des considérations purement techniques, mots d'ordre de "saine gestion" apolitique opposés, lors des municipales, à la nécessité d'un choix politique, etc... C'est avec de tels arguments que la bourgeoisie tente d'atteindre, au delà des nouvelles classes moyennes, la masse même des travailleurs salariés : employés, fonctionnaires, ouvriers eux-mêmes, et de corrompre leur cons cience de classe.

Cette tentative s'exprime d'abord, ouvertement, par les manoeuvres, du pouvoir post-gaulliste, en coopération avec le patronat et, qui sont justement inspirées par l'équipe de "cadres supérieurs" qui entourent l'actuel chef de gouvernement : la politique dite de la "Nouvelle Société", politique de concertation, de participation, est la méthode moderne pour tenter d'enfermer les travailleurs dans la collaboration de classe.

Les diverses écuries de "réformateurs" s'essaient de leur côté à reprendre cette politique à leur compte : "Nouveau Contrat Social" d'Edgar Faure, "Alternative de progrès" d'Abelin, Chandernagor, Pisani, Soulié, ou néo-radicalisme de Servan-Schreiber. Entre eux et l'équipe de Chaban-Delmas-Pompidou, il n'y a que l'épaisseur du pouvoir. L'affaiblissement des classes moyennes traditionnelles ayant porté un coup mortel au "centrisme" classique, les "néo-centristes" cherchent, eux aussi, des appuis du côté de l'aristocratie du salariat et travaillent à rompre la solidarité réelle entre les classes salariées. Il leur est très difficile de jouer un rôle notable tant que le parti pompidolo-gaulliste occupe le terrain, mais ils sont les équipes de réserve de la bourgeoisie néo-capitaliste.

4) - La technocratie "de gauche".

Enfin et surtout, et c'est là le plus préoccupant pour les socialistes, la politique et l'idéologie technocratique ont trouvé, comme il est normal, leur expression au sein de la gauche elle-même. En particulier, la théorie des "couches nouvelles", lancée il y a quelques années par l'aile technocratique du P.S.U., en attribuant un rôle politique privilégié aux couches les plus favorisées du salariat ("l'avant-garde sociologique et technique") aux dépens de la solidarité de classe de tous les travailleurs, a servi de justification au rejet de la stratégie de classe, au refus de la politique unitaire. C'est la variante "de gauche" de l'idéologie technocratique.

Or ces idées se diffusent aujourd'hui dans la gauche par les canaux les plus divers, sous les argumentations les plus variées, y compris parfois sous des formulations et des attitudes gauchistes. Elles pénètrent partout à la faveur du confusionnisme idéologique. Leurs partisans disposent de moyens considérables ; la plupart des organes de presse qui se réclament de la gauche ou qui se targuent d'"objectivité" leur sont en réalité dévoués et s'emploient à déformer ou à passer sous silence les idées et les initiatives des partisans d'une stratégie de classe, d'une politique unitaire.

o

o o

Le dilemme pour les socialistes

C'est là, de ce côté, que se situe aujourd'hui l'obstacle principal à l'affirmation d'une véritable politique socialiste. C'est là, de ce côté, qu'il faut porter l'effort essentiel, à la fois politique et idéologique. Le dilemme, pour le mouvement socialiste, est clair : stratégie de classe s'exprimant pratiquement par la politique d'union de la gauche ou abandon de la perspective de classe et refus de l'union de la gauche ; idéologie de classe ou idéologie technocratique. Ce n'est pas par hasard que les inspirateurs des thèses de la "gauche" de la technocratie se sont révélés en pratique les adversaires de l'union de la gauche. La défense et le renouvellement de la pensée socialiste face à l'idéologie tech nocratique sont inséparables de la lutte politique pour l'union de la gauche.

L'ALLIANCE DEMOCRATIQUE DE LA GAUCHE

En décidant de populariser par l'action la plate-forme socialiste, il doit donc être bien entendu que le parti engage la première phase de la bataille pour la solution socialiste. En vue de faire triompher cette solution, la stratégie vise au rassemblement de classe de tous les travailleurs salariés contre le système capitaliste et le pouvoir post-gaulliste qui est son expression politique.

Cela signifie :

1) - Qu'il ne peut y avoir de compromis avec le régime actuel

2) - Qu'il ne peut y avoir d'alliance avec les forces "intermédiaires", centristes, qui recherchent justement un tel compromis et qui, d'ailleurs, sont de plus en plus laminées entre les deux pôles de la vie politique française : il n'y a pas d'alliance de rechange, à moins de renoncer à l'objectif même du socialisme. Toute alliance d'une partie du mouvement ouvrier avec des représentants de la bourgeoisie se fait au bénéfice de celle-ci.

3) - Que le parti se fixe comme objectif politique la réalisation d'un contrat de gouvernement de la gauche. La recherche d'un tel accord découle à la fois de notre option fondamentale, socialiste, et de notre analyse des conditions actuelles de la lutte des classes. Elle n'est pas une tactique de circonstance. Elle est l'axe même de la stratégie du parti.

La scission du mouvement ouvrier est une caractèristique de la situation française. Elle le réduit à l'impuissance, elle a livré le pouvoir à la grande bourgeoisie monopoliste. Aucun des objectifs qu'il se fixe ne sera atteint tant que le mouvement ouvrier français n'aura pas liquidé cette scission. C'est mentir aux travailleurs que de prétendre le contraire. Aucune des deux composantes essentielles de la gauche française ne peut espérer vaincre seule. Il n'y a pas de voie française vers le socialisme qui ne passe par le préalable d'un accord politique de la gauche.

Le choix du parti doit être clair, sans équivoques, sans restrictions. Il y a une chose dont le socialisme en ce pays ne se relèverait plus avant longtemps ; c'est l'inconséquence politique. La gauche socialiste ne redeviendra forte et efficace que si elle inspire confiance, si elle choisit une politique et si elle s'y tient. Les organisations politiques de la bourgeoisie qui n'ont d'autre mission que de gérer le régime établi peuvent se satisfaire de l'empirisme et de louvoiements opportunistes. Mais une organisation qui prétend changer la société ne peut s'imposer qu'à condition de rigueur et de fermeté. Ses actes doivent être en toutes circonstances conformes à ses engagements de Congrès. Sa tactique doit être subordonnée à ses choix stratégiques.

4) - Cela est vrai, en particulier, sur le plan électoral : le choix de nos alliances doit contribuer au progrès de notre politique générale. Ainsi se trouve écartée l'alliance avec les politiciens "Centristes" qui prétendent refuser le choix politique entre le camp de la gauche et celui du pouvoir, mais qui glissent de plus en plus - les élections municipales l'ont confirmé - vers le second. En revanche, nous avons toutes raisons de penser qu'à partir du moment où l'union de la gauche prendra consistance, des hommes et des formations non socialistes s'associeront à son combat.

Voies et moyens de la politique d'union de la gauche.

Mais il ne suffit pas de se fixer un objectif : il faut savoir par quels moyens on peut l'atteindre.

L'existence en France d'un parti communiste tel qu'il est pose à la gauche socialiste un problème que nous ne pouvons esquiver. On ne le résoud en tout cas - l'expérience d'un demi-siècle le prouve - ni en refusant l'unité ni en s'alignant sur les positions des communistes. Il n'y a pas d'autre voie que de se battre pour faire triompher notre conception d'une alliance démocratique de la gauche.

1) - La bataille pour les garanties.

C'est à nous, socialistes, qu'il appartient de dire clairement à quelles conditions, socialistes et communistes peuvent gouverner ensemble, quelles garanties sont nécessaires :

- garantie de rigoureuse indépendance internationale de l'action des forces de gauche en France.

- garantie démocratique. Le socialisme pour nous, c'est la démocratie socialiste : il ne peut y avoir d'alliance, d'accord de gouvernement, que pour la démocratie socialiste.

2) - Un débat public permanent.

La bataille pour les garanties est une bataille devant l'opinion et pour gagner l'opinion. La tactique unitaire ne peut être simplement une pratique de "sommets", de discussions entre "directions". Il est certes indispensable de poursuivre le dialogue engagé avec la direction du parti communiste et qui a permis d'aboutir à un premier bilan. Mais la tactique unitaire doit être avant tout un effort constant pour soumettre aux travailleurs, aux citoyens, les problèmes qui séparent socialistes et communistes, pour en débattre publiquement, à tous les niveaux, pour proposer et expliquer nos réponses. C'est ainsi seulement que nous obtiendrons les nécessaires convergences.

3) - Une démonstration par l'action.

Le débat ne doit pas être un débat sur thèses, il est une démonstration par l'action. Il nous faut prendre appui sur l'expérience politique quotidienne pour expliquer et faire comprendre pratiquement notre conception d'une coalition de gauche entre partenaires égaux en droits et en responsabilités, représentatifs des diverses classes salariées et des divers courants politiques de la gauche. C'est cette méthode que, dans la dernière période, et notamment à l'occasion des élections municipales, de nombreux militants et organisations locales et départementales de la gauche socialiste ont commencé avec succès d'expérimenter. C'est cette méthode qu'il convient de systèmatiser et d'élargir.

4) - Des objectifs intermédiaires.

Ainsi le débat sur la notion d'alliance démocratique de gauche progressera en fonction d'objectifs politiques précis, concrets, d'objectifs intermédiaires qui seront autant d'épreuves entre notre conception de l'union de la gauche et celle qu'en ont encore les communistes.

Les campagnes d'action organisées en commun constituent autant d'objectifs intermédiaires.

Il faut considérer de la même façon la recherche d'une entente nationale de la gauche pour les élections législatives de 1973.

Une telle entente ne prendra naturellement son plein effet et sa pleine signification que si l'accord est réalisé sur un contrat de gouvernement. Mais elle peut justement constituer une approche vers un tel accord.

o

o o

Seule une organisation socialiste unitaire dans son comportement peut se faire entendre des masses influencées par le P.C.F. et de ses militants eux-mêmes. Ceux qui refusent l'unité d'action ou qui ne la pratiquent qu'au gré de circonstances électorales changeantes n'ont aucune chance d'influencer les communistes ni de contribuer à leur évolution. En rejetant les communistes

dans l'isolement, on retarderait le moment de ces changements : les adversaires de l'union de la gauche sont les meilleurs auxiliaires des penchants sectaires au sein du P.C.F.

Notre conviction est que les changements nécessaires interviendront dans le secteur communiste. Il est absurde de dire : "les communistes ne changeront jamais". Le changement est la loi même de la vie. Et les communistes ont déjà changé.

Mais, surtout, dire que les communistes ne changeront jamais est une preuve de manque de confiance en nous-mêmes. En vérité, ces changements dépendent pour une bonne part de notre propre comportement, à nous, socialistes.

Il y a dans ce pays, un réel courant pour aller à gauche, mais non pour suivre une gauche dominée par le parti communiste tel qu'il est. C'est une nécessité historique que l'existence d'une grande formation socialiste jouant le rôle déterminant dans la gauche. Mais il faut mériter ce rôle. On ne peut le gagner qu'en agissant, en prenant l'initiative.

-'-'-'-'-'-'-'-'-'-'-'-'-'-

UN PUISSANT PARTI SOCIALISTE

Naturellement, si le développement de notre force dépend de notre action, notre influence et notre capacité d'action à leur tour dépendent de notre force.

C'est pourquoi, pour les deux ans à venir, la tâche essentielle, celle qui conditionne toutes les autres, est de construire un puissant parti socialiste, le parti de tous les socialistes, un parti de masse et d'action.

1) - Le parti de tous les socialistes sans exclusion ni discrimination.

L'étape importante pour l'unification socialiste que constitue le Congrès de juin doit faire décidément du parti le pôle de regroupement de tous les socialistes et doit donner un nouvel élan au courant unificateur. Des militants restés jusque là attachés au P.S.U. ou attirés par les groupes gauchistes, des syndicalistes, des travailleurs qui hésitaient encore à s'engager politiquement, peuvent être gagnés par milliers.

Mais nous ne ferons le grand parti de tous les socialistes que si nous bannissons le sectarisme : nous avons besoin de tous ceux qui se réclament de l'idéal socialiste, quelque soit leur âge, leur confession, leur famille philosophique.

Tolérance, discipline, cohésion.

Le socialisme français est fait de courants divers. C'est une de ses caractèristiques [illegible]. C'est parfois une source de faiblesse. Ce peut être un élément de force : mais, il faut, pour cela, que les socialistes français fassent la preuve qu'ils ont décidément rompu avec l'esprit de secte. Il est temps de savoir si les socialistes de ce pays sont capables de vivre et d'agir au lieu de se battre entre eux, dans une même organisation, sans exclusive ni discrimination, dans le respect de leur diversité. L'esprit de tolérance doit l'emporter sur le dogmatisme et l'autoritarisme.

Dans la pratique, cela signifie que les divers courants du socialisme doivent pouvoir prendre une part effective à la gestion et à la direction du parti à tous les échelons, ce qui exclut absolument, là où s'expriment plusieurs courants, la formule de directions nationale ou fédérales monolithes. Face à l'autoritarisme du Pouvoir, à côté des conceptions "centralistes" d'autres organisations, le parti des socialistes doit être l'exemple vivant de la démocratie socialiste. C'est la première condition de sa cohésion et de son efficacité.

Dans le même esprit, le parti doit refuser la guerre des génération Nous avons besoin des anciens comme des plus jeunes. Nos critères sont uniquement politiques : le choix n'est pas entre une gauche prétendument "nouvelle" et une gauche "ancienne", il est entre l'orientation de classe et ceux qui la refusent.

Il serait enfin absurde d'opposer les "élus" aux autres militants et réciproquement. Mais il doit être bien entendu que les postes électifs sont des points d'appui dans les campagnes d'action du parti, de la même façon que les responsabilités tenues par de nombreux socialistes dans les groupements coopératifs, culturels, socio-éducatifs, dans des organisations de jeunesse, des associations familiales, des mouvements d'action laïque.

En outre, il est de plus en plus évident qu'un parti démocratique doit avoir un contrôle réel de ses élus, sinon il devient une simple machine électorale. Les élus sont les mandataires de leurs électeurs, mais comme ceux-ci sont noyés dans l'anonymat, c'est au parti responsable de la présentation de ses candidats qu'il revient de faire respecter par ceux-ci ses décisions politiques.

De là devraient découler un certain nombre de dispositions pratiques :

- une liaison plus étroite de l'action du groupe parlementaire avec celle du Comité Directeur qui, avant chaque session du Parlement, déciderait des grandes orientations politiques à prendre et se ferait épauler à cet effet par les groupes de travail, actuellement dépendants du groupe parlementaire.

- une soumission rigoureuse des élus et candidats locaux aux grandes options politiques du parti ; tout élu ou candidat local doit être solidaire de sa fédération, qui doit elle-même suivre les règles établies par les congrès du parti et appliquées par le comité directeur. Tout manquement à la discipline du parti doit être sanctionné, afin que celui-ci offre une unité de doctrine et d'action politique vis à vis de l'extérieur. C'est la seconde garantie de sa cohésion.

2) Un parti de masse et d'action

C'est dans l'action que se développe un parti :

- Campagnes d'action pour le programme socialiste.

- Débat public avec les communistes à tous les niveaux.

Les socialistes doivent retrouver l'habitude de proposer aux autres, d'entreprendre. Ils doivent retrouver le sens de l'initiative.

A son tour, l'action est le moyen le plus sûr de recruter de nouveaux militants. La plate-forme d'action socialiste et le débat public sur l'unité offriront, dès la rentrée de 1971, les bases d'une grande campagne de recrutement, pour le développement du parti.

Cependant le parti ne pourra se développer et tenir son rôle que s'il se donne des moyens indispensables.

- Il lui faut un organe de presse.

- Il lui faut un centre de formation des militants.

Plus les chances de renouveau du socialisme français se précisent, plus il est évident que nous nous heurtons à une formidable offensive de propagande des adversaires du socialisme. Cette offensive est le fait non seulement des partisans déclarés du système capitaliste, de la "libre entreprise" privée, dont le régime pompidolien est l'expression parfaite, mais aussi de ceux qui, sous prétexte de "modernisation", de"rénovation" du socialisme, nous proposent tout simplement de faire table rase du socialisme lui-même.

Le parti doit être en mesure de se défendre, de riposter et de passer à son tour à l'offensive, de montrer ce qui se cache sous les mots d'ordre du pouvoir ("nouvelle société"), sous le vernis "moderniste", de démontrer l'actualité du socialisme.

C'est pourquoi il lui faut les moyens d'éduquer ses militants.

La bataille politique ne sera gagnée que si nous gagnons la bataille des idées, que si nous nous donnons les moyens de dissiper le brouillard idéologique.

3) - Un parti d'audace démocratique.

Les militants ne s'engageront résolument dans l'action, les hésitants n'adhéreront au parti que si tous ont le sentiment de prendre réellement part aux décisions. Il ne peut y avoir de parti sans coordination, donc organisation centrale, et ceux qui prétendraient s'en passer nageraient en pleine utopie. Mais il faut faire en sorte que cet "appareil administratif" fasse le moins possible écran à l'expression de la volonté et du contrôle de tous. Il serait peu sérieux de vouloir changer d'un coup les formes d'organisation qui ont prévalu jusqu'ici dans les organisations de la gauche ; mais si l'on veut bâtir un parti largement ouvert, adapté aux réalités de la société moderne, quelques innovations importantes sont immédiatement possibles et nécessaires.

Suffrage universel après Congrès.

Tous ceux qui ont vécu des Congrès d'une organisation de la gauche socialiste savent combien le spectacle des fins de congrès est, dans neuf cas sur dix, déprimant. Pendant des semaines, tous les militants du parti ont pris part à des discussions, émis des votes et, en fin de compte, en quelques heures, quelques dizaines de militants fabriquent un texte de synthèse (ou plusieurs) qui ressemblent assez peu aux textes débattus et votés dans les sections. On ne peut certes se passer de la procédure de "commissions des résolutions", mais il n'est pas sain que la "commission des résolutions" conclue le Congrès.

Ce sont les militants qui décident en dernier ressort. Le travail du Congrès national consiste à dégager, des longs travaux de préparation des sections et fédérations les principales options.

A partir du moment où, sur la base du nécessaire travail de synthèse de la commission des résolutions, il a choisi les textes (plus de 20 % des votes du Congrès) qui seront soumis aux militants, son rôle est terminé. Ce sont les militants qui tranchent.

Scrutin direct.

On ne peut naturellement se passer de relais, de délégations : toute démocratie est représentative. D'où les Congrès. Mais, si l'on veut que les militants soient intéressés aux décisions du parti, donc à leur application, si l'on veut aussi qu'ils soient de plus en plus "conscients" et que les délivérations du parti soient une école de formation, il convient que, chaque fois que possible, soit utilisée la procédure de vote direct, donc que l'ensemble des militants soit appelé à exprimer eux-mêmes leur point de vue. C'est d'ailleurs ce système qui est utilisé dans de grandes organisations syndicales, notamment à la F.E.N.

Secrétariat à l'organisation collégial.

Dès maintenant, les organisations de la gauche socialiste ont admis le principe de la direction politique collégiale. Il serait d'autant plus anormal que la gestion de la "machine" soit concentrée entre les mains d'un seul. Trop souvent, dans les organisations de gauche, le Secrétariat à l'organisation est devenu la toute-puissance. Il doit être lui aussi collégial.

o

o o

- PLATE-FORME D'ACTION SOCIALISTE
- AFFIRMATION PRATIQUE ET IDEOLOGIQUE D'UNE POLITIQUE DE CLASSE.
- ALLIANCE DEMOCRATIQUE DE LA GAUCHE.
- MOYENS, METHODES ET STRUCTURES D'UN PARTI DE MASSE ET D'AUDACE DEMOCRATIQUE.

telles sont les lignes d'action principales qui devraient assurer dans les deux ans le développement d'un grand parti socialiste.

Il semble souhaitable que ces propositions soient discutées dans tous les secteurs du mouvement socialiste et éventuellement modifiées et complétées.

Elles devraient contribuer à dégager un large accord politique, qui puisse être la base d'une MAJORITE SOLIDE ET COHERENTE, pour le bien du parti nouveau et la cause du socialisme.

-'-'-'-'-'-'-'-'-'-'-'-

CORRESPONDANCE : Jean POPEREN - 8, avenue des Gobelins PARIS Ve

ANNEXE

PROPOSITIONS STATUTAIRES

(Les références doivent se comprendre par rapport aux statuts actuels du Parti Socialiste)

- Suppression du premier paragraphe de l'article 31

o o o

- Article 31 bis Suffrage universel après Congrès

Sur toute question mise à l'ordre du jour du Congrès, les textes présentant des orientations peuvent être présentés par la direction nationale sortante (ou partie de cette direction) par les Fédérations ou groupes de Fédérations, sections ou groupes de sections, militants ou groupes de militants.

Un document intérieur porte la totalité de ces textes à la connaissance de la totalité des militants, et ceci au moins un mois avant la tenue des Congrès fédéraux.

Les Congrès fédéraux ne peuvent délibérer que des textes ayant obtenu au moins 20 % des votes dans l'une au moins des sections et ayant droit, à ce titre, à être représentés au Congrès fédéral par un délégué au moins. Aucun représentant de la direction nationale sortante ne peut être mandaté en tant que tel pour assister au Congrès fédéral.

Le Congrès national ne peut délibérer que de textes ayant obtenu au moins 20 % des votes dans l'un au moins des Congrès fédéraux et ayant droit à ce titre, à être représenté au Congrès national par un délégué au moins.

La Commission des Résolutions est composée de plusieurs représentants de chacun des textes ayant obtenu plus de 20 % des mandats au vote indicatif ou la majorité des mandats de 15 fédérations. Après travail de clarification et de synthèse de la Commission des Résolutions, les textes ayant obtenu au moins 20 % des mandats au vote final du Congrès sont renvoyés dans les sections pour être soumis au vote de l'ensemble du parti dans un délai de quinze jours.

Article 31 Ter - Suffrage universel direct -

Les votes préparatoires au Congrès national sont des votes par mandats. Les votes de décision postérieurs au Congrès national ont lieu au suffrage universel (tous les adhérents du parti) direct, à bulletin secret.

Le vote a lieu en section, seuls les présents votent ou, par délégation, les militants empêchés ; aucun présent ne peut, en plus de sa voix, disposer de plus d'une délégation.

Le dépouillement se fait sur le plan départemental, à un moment qui permette à tout militant d'y assister. Chacun des textes a droit d'être représenté, pour les opérations de vote par un "mandataire de texte" appartenant ou non à la Fédération considérée.

/.../

Les scrutins postérieurs au Congrès servent en même temps pour la désignation de la direction nationale (Comité National). Chaque votant exprime son vote politique en mettant dans l'enveloppe la liste des candidats se réclamant du texte pour lequel il se prononce. En même temps, il vote pour les organismes nationaux de direction : ce vote est préférentiel, chaque liste comportant, par ordre alphabétique, autant de noms qu'il y a de sièges à pourvoir. Le ou les textes minoritaires ont droit aux deux tiers de la représentation que leur assurerait la représentation proportionnelle.

Consultation du parti - Congrès extraordinaire - (Article 35 bis)

La consultation du parti est de droit(par suffrage universel au scrutin direct) lorsqu'elle est demandée par 20 % des adhérents dans la moitié plus une des Fédérations.

Dans les mêmes conditions est de droit la convocation d'un Congrès extraordinaire.

Complément à l'article 41 - Le secrétariat à l'organisation -

Un collectif de trois ou quatre camarades, siégeant une fois par semaine pour échange d'informations et coordination, est responsable du travail de liaison avec les Fédérations et de développement de l'implantation du parti. Chaque membre de ce collectif a plus particulièrement la charge d'un secteur géographique (un groupe de "régions") sous contrôle du Bureau du parti. A chaque Congrès, la répartition des responsabilités de secteurs est modifiée. Les membres du collectifs ne peuvent être élus plus de trois exercices successifs.